PCF Vénissieux

Le Vénissian

Périodique communiste de Vénissieux

Janvier 2014

Nos meilleurs voeux de paix et de justice en 2014

Un siècle après la grande guerre, cette boucherie mondiale qui envoya dans les tranchées des travailleurs de tous les pays mourir sous les bombes que les industriels fournissaient de chaque coté, nous avons besoin de dirigeants capables de dire NON au système dominant, de prendre des risques pour l'égalité, la fraternité, la solidarité, la paix. Avec Mandela et Chavez, nous avons perdu deux dirigeants populaires qui ont toujours pu compter sur l'action fraternelle des communistes ! Que 2014 voit de nombreux peuples résister et se lever en faisant grandir de nouveaux héros révolutionnaires !

Chapeau Bas !

- Aux **Véninov** qui après plus d'une année de lutte ont fait céder un fonds de pension américain Gordon Brothers et ont contraint le repreneur à redémarrer l'entreprise. Une victoire pour tous les Vénissians qui ont largement participé à cette bataille

- Aux **Fralib**, qui depuis 1130 jours se bagarrent pour sauver le Thé de l'éléphant et leur usine que la multinationale Unilever veut rayer de la carte. Vous pouvez les aider en boycottant les produits de la marque Unilever, notamment les thés et tisanes Lipton.

- Aux **Continentals** qui se battent depuis 5ans pour faire invalider leurs licenciements

- Aux **PSA** Aulnay, aux **Bosch**, aux salariés d'**Arkéma** et de la **raffinerie** de Feyzin,...

tous ceux qui combattent la désindustrialisation de la France et la domination du patronat !

Salaires, Retraites, Allocations... Tous ensemble pour se défendre ! Tous ensemble contre l'austérité !

Dans ses vœux, François Hollande a clairement exprimé son choix d'une politique encore plus à droite, au service du patronat, avec l'idée d'un pacte de responsabilité, qui une fois de plus considère que le coût du travail est la cause principale du chômage dans notre pays. Il a passé sous silence les décisions de ce patronat qui depuis longtemps fait le choix de casser l'industrie, favoriser les investissements financiers, multiplier les dividendes au détriment des investissements productifs, des salaires, du financement de la protection sociale.

Il n'a témoigné aucune sensibilité aux difficultés des Français. Lui qui en 2013 voulait "coûte que coûte" inverser la courbe du chômage n'a même pas évoqué son échec.

Pire, il confirme qu'il ne changera rien de cette politique qui échoue depuis plus de vingt ans. Moins de charges pour les entreprises pour soi-disant plus d'emplois. On connaît le résultat. Toujours plus de bas salaires, de précarité et de chômage.

Alors que l'activité des entreprises est de plus en plus dépendante des revenus financiers, la Bourse de Paris a gagné très précisément 17,99 % sur l'ensemble de 2013, sa meilleure performance depuis 2009 (+22,32 %). 36 des 40 composantes du CAC 40 terminent l'année en hausse et un quart bondissent de plus de 40 % ! Reste que pour nous, les choses vont nettement moins bien! chacun peut le mesurer chaque jour avec l'annonce de plans sociaux et de restructurations.

Le problème de notre économie comme de celle de nos voisins, ce n'est pas le coût du travail, mais au contraire la rançon des activités financières, la rémunération des actionnaires prélevée sur les richesses créées par notre travail.

Le seul objectif dont François Hollande se déclare "personnellement garant", c'est moins de dépenses publiques, c'est à dire moins de services publics de l'Etat, moins d'investissements publics des collectivités locales, moins de remboursements et de prestations de la Sécurité sociale.

De nouveaux cadeaux au patronat sont en préparation, mais rien pour les salariés, sans emplois et retraités. 1,1% pour le SMIC au 1er janvier, soit 12,10€ pour un temps plein par mois, 40c. par jour ! Et l'augmentation de la TVA au 1er janvier va toucher à tous les porte monnaie de la manière la plus injuste qui soit.

Cette politique n'a rien à envier à celle menée par la droite, par Sarkozy. Elle est directement inspirée par l'Union Européenne, par le Fonds Monétaire International, par la Banque Centrale Européenne. Elle est à l'inverse d'un bon nombre d'engagements pris par François Hollande lors de la campagne de l'élection présidentielle.

Nous faisons **le vœu pour l'année 201**4, de trouver ensemble les moyens de nous rassembler, de construire les solidarités, les mobilisations nécessaires pour faire reculer les pouvoirs en place, gagner une autre répartition des richesses créées par le travail**, de combattre ceux qui veulent diviser le peuple !**

Retraites solidaires, un combat communiste!

La poursuite de l'allongement de la durée de cotisation après 2020 est fondée sur le principe de « partage des espérances de vie » institué par l'art. 5 de la loi Fillon de 2003, principe selon lequel la durée de cotisation pour une retraite à taux plein est fixée au double de l'espérance de vie à 60 ans.

Sur la base de ce principe, la génération née en 1973 devra cotiser 43 ans.

La durée moyenne des carrières est actuellement en France de 35 ans .

Les salariés ayant liquidé leur retraite en 2012 avaient en moyenne acquis 151 trimestres de cotisation (156 trimestres pour les hommes et 145 trimestres pour les femmes).

La génération née en 1973 avait validé en moyenne 30 trimestres à 30 ans. Elle ne pourra donc acquérir le plein de droits avant 65 ans. Les jeunes seront donc les premières victimes de la réforme des retraites ainsi que les femmes qui ont bien souvent des carrières incomplètes ou plus courtes.

Et voila donc...

La énième réforme des retraites du gouvernement Ayrault, injuste et dans la continuité des réformes libérales qui ont porté des coups très durs à la retraite par répartition, cela depuis l'allongement de la durée de cotisation par la droite de Balladur en 1993.

De plus.....

Aucun objectif de taux de remplacement n'est assigné aux régimes de retraite. Pire, les dispositifs des réformes Balladur et Fillon qui programment une baisse à terme drastique de ce taux de remplacement sont intégralement maintenus.

Il s'agit d'indexer les retraites sur les prix et non plus sur le salaire moyen, ainsi le medef obtient sa revanche contre les acquis historiques de la classe ouvrière et c'est le régime de retraite par répartition qui vole en éclat au travers de cette mesure qui sépare l'évolution des revenus des retraités et des salariés !

Ce n'est pas de réformes rétrogrades néolibérales de droite dont le système de retraite par répartion français a besoin , NON ! C'est d'une réforme de progrès social dont les travailleurs ont besoin pour faire avancer toute la société !

Il faut imposer une réforme des retraites qui :

- assure pour toutes les générations, les femmes et les hommes , pour tous, un niveau de pension convenable dès 60 ans,
-- fixe les pensions à un montant qui ne soit pas inférieur au SMIC fortement revalorisé.
- reconnaisse la pénibilité en permettant des départs anticipés avant 60 ans, avec une bonne pension.

Alors que :

• Les profits des grands groupes sont florissants.

• Les dividendes versés aux actionnaires ont progressé 7 fois plus vite que la masse salariale ces trente dernières années.

• Des dirigeants d'entreprises s'octroient des salaires annuels supérieurs à ce que plus d'un salarié sur deux ne gagnera pas sur toute une vie.

• Les entreprises sont subventionnées à hauteur de 200 milliards d'euros par les finances publiques (dont 20 milliards au titre du CICE).

• Les 500 plus grosses fortunes ont augmenté de 25% en 1 an (+ 66 milliards d'Euros)...

Personne n'osera contester la possibilité de financer de bonnes retraites dès 60 ans si nous nous mobilisons toutes et tous et que nous l'exigeons !

Nous ne pouvons accepter que des vieillards soient pauvres et travaillent jusqu'à la fin de leur vie pour subsister, que les jeunes soient privés de perspectives pendant que des nantis se gavent d'aides publiques , accumulent le fruit des richesses de la surexploitation du travail des salariés .

Lutter pour dénoncer l'exploitation capitaliste, pour la justice pour se réapproprier le fruit du travail,pour une autre société, pour des retraites solidaires et dignes, des services publics pour répondre aux besoins collectifs de tous les citoyens,

La lutte pour des retraites solidaires est un combat communiste, menons le ensemble, nous serons plus fort !

Combattre ceux qui divisent le peuple !

Ceux qui se présentent contre "le système" mais dénoncent toujours les coupables dans le peuple nous mentent...

Nous devons porter notre colère et nos exigences, sans nous tromper, sans nous laisser attirer par la droite et l'extrême droite, porteurs de fausses solutions, et de nouvelles trahisons pour toute la population.

2013 ou la dégringolade du président de la république et du gouvernement !

En mai 2012, les Français chassent Nicolas Sarkozy en élisant François Hollande à la présidence de la république. Ils espèrent que le Parti socialiste au gouvernement va rompre avec la politique d'austérité de la droite. L'emploi, la retraite, le pouvoir d'achat et les prix, les salaires, la sécurité sociale....sont au coeur des préoccupations populaires.

Hélas, l'année 2013 confirme que François Hollande et son gouvernement n'ont pas l'intention de s'en prendre au capital,résister aux diktats de Bruxelles et rompre avec l'austérité. Au contraire, leur action s'inscrit dans la continuité de celle de la droite.

Le ras le bol est immense et le Président de la république comme son premier ministre atteignent des records d'impopularité.

L'amertume et la désespérance peuvent conduire au chacun pour soi et au Front National. Mais, il n'y a pas de fatalité. Ensemble, transformons la colère et la révolte en résistance, solidarité et lutte, pour ouvrir une alternative politique au capitalisme destructeur.

Les mauvais coups de 2013

La loi sur l'énergie en instaurant le bonus malus sur la consommation énergétique des particuliers rompt avec le principe républicain de l'égalité de traitement des citoyens.

L'ANI (accord national interprofessionel) détricote le code du travail, accélére les procédures de licenciements collectifs et généralise les accords de compétitivité dans les entreprises, qui contraignent les salariés à travailler plus pour gagner moins.

Avec le CICE (crédit d'impôt compétitivité), le gouvernement fait un cadeau de 20 milliards au patronat. 15 000 emplois ont été créés avec ce dispositif au prix de 860 000euros d'argent public pour un emploi créé. Pendant ce temps, 135 000 emplois ont disparu dans le secteur marchand. Dès 2014, le CICE sera financé par la hausse de la TVA, donc par les contribuables.

L'espoir de la retraite heureuse s'éloigne un peu plus. Non seulement, le gouvernement ne ramène pas l'âge légal à 60 ans, mais il augmente les taux et la durée de cotisation jusqu'à 43 ans pour les salariés. Le pouvoir d'achat des retraités est de nouveau attaqué par le report de la revalorisation annuelle d'avril à octobre et la fiscalisation des majorations de 10% pour les parents de plus de trois enfants. Les retraités pauvres, souvent obligés de chercher des "petits boulots" pour compléter leur retraite sont de plus en plus nombreux.

En décembre, avec l'Acte 3 de la décentralisation et les euros-métropoles, le gouvernement choisit de s'aligner sur le modèle de l'Union européenne (grandes régions et eurométropoles) contre le tryptique républicain (nation, département, commune). Les lieux de décisions s'éloignent un peu plus des citoyens tandis que les communes sont affaiblies dans leurs compétences et moyens.

En augmentant la TVA à partir de janvier 2014, le gouvernement choisit d'augmenter l'impôt le plus injuste qui pèse sur le plus grand nombre.

Ces mesures ont été votées à l'Assemblée nationale par l'ensemble des députés et sénateurs socialistes, notamment le député Yves Blein et les sénateurs Gérard Collomb et Christiane Démontès.

Les députés et sénateurs communistes et Front de gauche ont voté contre ces mesures et le projet de budget 2014, Guy Fischer en tête, montrant ainsi leur engagement indéfectible pour la défense des intérêts populaires et une vraie gauche.

Qui a voté les hausses d'impôts ?

Les impôts foncier de 2013 ont augmenté dans le Rhône de 16,4%... C'est une décision du conseil général présidé par l'UDI et l'UMP... Ce sont ceux qui sur la ville disent qu'il faut baisser les impôts ! Et leur décision a pu passer, malgré l'opposition des 3 élus communistes, grâce à la non participation au vote du PS et de l'abstention des écologistes...

Pour la justice sociale une vraie politique de gauche est nécessaire

Les derniers chiffres publiés concernant les richesses et les revenus des ménages sont éloquents.

Sur le plan national, 500 familles s'accaparent 20 % de toutes les richesses produites.

Dans la Région Rhône-Alpes, les écarts se creusent entre les 10 % les plus riches et les 10 % les plus pauvres. Les pauvres deviennent plus pauvres, les riches plus riches.

Les derniers chiffres du chômage sont repartis à la hausse au mois de novembre, plus 17 800 demandeurs d'emploi. Le nombre de bénéficiaires du RSA explose.

Derrière ces chiffres, ce sont des hommes, des femmes, des enfants qui pour les uns se restreignent dans de nombreux domaines, les soins, les loisirs, mais aussi la nourriture et, de l'autre, quelques familles qui claquent l'argent sans compter: (une semaine de location d'un chalet à Courchevel : 150.000 euros !).

Face à ces inégalités qui ne sont pas d'aujourd'hui, le gouvernement conduit par Jean-Marc Ayrault poursuit une politique en faveur des possédants.

Les nouvelles mesures pour 2014 aggraveront encore plus les inégalités. L'exemple de la hausse de la T.V.A. est frappant. **La T.V.A. est l'impôt le plus injuste** car il touche de la même façon les familles, les salariés, les retraités modestes et les familles très aisées. Le passage de la T.V.A. de 7 % à 10 % et de 19,6 % à 20 % va se traduire par une ponction de plus de 6 milliards.

Ce ne sont pas les 12 euros mensuels de hausse du SMIC ou les 6 euros supplémentaires du RSA qui compenseront cette hausse de la T.V.A. injuste par nature, cela démontre bien le mépris pour le peuple.Elle a été décidée pour financer le crédit d'impôt compétitivité pour les entreprises. **Ce cadeau au patronat est payé directement par l'argent pris dans la poche de la population.**

La reprise de ces vieilles recettes qui ont amené notre pays et la très grande majorité de la population dans la crise et la régression sociale, les restrictions au quotidien, l'angoisse de l'avenir sont préconisées comme la solution par François Hollande lors de ses vœux aux Français. Hollande n'a pas résisté au mur de l'argent. **Ce choix politique qui tourne le dos à la justice sociale est source de désastres.** Il engendre dans de très nombreux foyers des difficultés quotidiennes quasi insurmontables. Il est le terreau du repli sur soi, de la division, du communautarisme, du F.N..

Les communistes s'opposent à cette politique qui n'a plus rien de gauche.

D'autres choix sont possibles. L'argent existe, les milliardaires sont toujours là, leurs portefeuilles grossissent. Les profits financiers sont repartis à la hausse, la bourse a fini l'année 2013 dans l'euphorie.

Augmenter les pensions et les salaires relancerait la consommation donc la croissance.
Construisons une alternative plaçant l'augmentation du pouvoir d'achat des salariés, pensions, allocations au cœur des mesures économiques.

Ensemble, ancrons à gauche le système économique et notre société.

Parti Communiste Français
Section de Vénissieux
48, rue Eugène Maréchal
69200 Vénissieux
Tel: 0472504434
pcf@venissieux.org
http://pcf.venissieux.org

Face au capital, les travailleurs doivent se faire entendre par eux-mêmes, avec leur organisation, indépendante des médias, des institutions. Ils l'ont fait avec les partis communistes au début du XXième siècle.
Si les luttes sont si difficiles aujourd'hui, c'est, comme le dit le MEDEF, "qu'on ne fait pas la même politique avec un PCF à 20%". *Certains pensent que le PCF va disparaitre comme en Italie, devenir un parti de gauche comme en Allemagne.*
Ce sont les travailleurs qui ont la réponse.
Adhérez pour reconstruire un grand parti communiste !

Carton Rouge!

Les 5 de Roanne, syndicalistes poursuivis pour avoir refusé de se soumettre au test ADN, ont été relaxés par la justice le 17 décembre. Le 31 décembre, le Parquet général de Lyon a fait appel de cette décision, relançant la machine judiciaire. Une décision révoltante et une question: le gouvernement et la ministre de la justice, Christiane Taubira, sont-ils complices, voire responsables de cet acharnement, dans la droite ligne de leur refus de la loi d'amnistie des faits commis lors de mouvements sociaux et d'actions syndicales?